la Trompette

Philipp/Flickr

L'Allemagne conquiert l'Europe !

Comprenez-vous vraiment ce qui arrive ?

- Brad Macdonald
- 29/01/2016

Le monde fait une fixation sur l'Europe. Sur les rendements de titres, les échanges de devises et les paquets de subvention, sur les nouveaux gouvernements à Athènes et à Rome, sur un grand nombre de réunions hebdomadaires entre dirigeants européens, et sur la tension et les querelles qu'ils apportent. Mais il y a une dimension étrange à toute l'attention que l'Europe reçoit.

Alors que beaucoup de gens regardent, très peu comprennent vraiment ce dont ils sont témoins.

Le nombre grandit à mesure que cela devient plus évident—mais tout de même, relativement peu de gens se rendent vraiment compte que *l'Allemagne est en train de conquérir l'Europe !*

Première victime

Prenez la dernière reprise de la crise grecque. Elle a commencé le 31 octobre, quand le Premier ministre George Papandreou a mis en péril le paquet de sauvetage grec et a exaspéré des dirigeants de la zone euro en annonçant qu'il permettrait au peuple grec de *voter* sur les conditions d'austérité bien installée dans le paquet de sauvetage. G. Papandreou a reculé deux jours plus tard, mais il n'a pas réussi à arrêter la chaîne tumultueuse des événements qui ont abouti à sa démission.

Alors que le gouvernement grec convulsait, Bruxelles et Berlin lui ont fondu dessus. D'abord, plutôt que de laisser aux électeurs grecs le choix de leurs dirigeants, au cours d'une élection nationale, les élites européennes—menaçant la Grèce d'effondrement financier si elle refusait—ont ordonné à Athènes de former un gouvernement d'unité nationale. Quelques jours plus tard les nouvelles ont annoncé que Lucas Papademos, un ancien vice-président de la Banque centrale européenne, europhile ayant fait ses preuves, avait été installé comme nouveau Premier ministre de la Grèce.

Saisissez ce qui est arrivé. La Grèce est une nation souveraine de 11 millions de personnes et—ou alors nous avons été menés à le croire—un membre estimé *de la Communauté européenne.* Mais en l'espace d'une semaine, les élites européennes ont fait du chantage à Athènes afin qu'elle renonce à des élections démocratiques, qu'elle établisse un gouvernement d'unité et qu'elle accepte ensuite de passer dans la loi grecque une série de règles dures, transformatrices, qui ont été créées à Bruxelles.

Deuxième victime

Cette *même semaine*, non contents avec leur victoire à Athènes, Berlin et Bruxelles ont fait tomber le Premier ministre d'Italie, Silvio Berlusconi. M. Berlusconi a démissionné le 12 novembre après que ses partenaires du gouvernement et les marchés financiers mondiaux—suivant l'exemple des élites allemandes et européennes—ont perdu foi dans sa direction.

Quelle était l'orientation politique de son remplacement ? Le nouveau Premier ministre d'Italie, Mario Monti, est un économiste et un politicien expérimenté, et *un ancien commissaire européen* intimement familier avec les travaux internes de l'Union européenne. Pendant son mandat comme commissaire, M. Monti a été l'auteur d'un rapport sur l'établissement d'un marché unique européen qui a inclus des mesures par lesquelles Bruxelles pourrait étendre sa portée dans les questions financières des États membres de l'UE.

C'est incroyable : en l'espace d'une semaine, l'Allemagne a fait tomber deux gouvernements souverains, a bloqué l'élection démocratique de nouveaux dirigeants, et a INSTALLÉ SON PROPRE HOMME SUR LE TRÔNE DE CHACUNE DE CES NATIONS !

Cela n'avait pas encore été fait. Avec la Grèce et l'Italie dans sa poche, l'Allemagne n'a pas perdu de temps pour poser ses regards sur sa prochaine victime.

Troisième victime

Au congrès de novembre de l'Union chrétienne démocrate (CDU) allemande dirigeante, Volker Kauder, le chef parlementaire du parti, a proposé une taxe sur les

transactions financières pour toute l'UE.

Le chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne a traité cette proposition de « balle tirée au cœur de Londres ». Dans un article publié dans le *Evening Standard*, le jour précédent le discours de V. Kauder, George Osborne a sans ambages critiqué la notion de taxe sur les transactions financières, en disant : « L'Europe ne devrait certainement pas créer de nouveaux fardeaux… L'UE devrait en venir à proposer de nouvelles idées pour promouvoir la croissance, et non pas la saper ».

V. Kauder a répondu directement à la critique : « Je peux comprendre que les Britanniques ne veulent pas de cela quand ils génèrent presque 30 pour cent de leur produit intérieur brut à partir des affaires du marché financier de la City », a-t-il dit dans son discours-programme. « Mais la Grande-Bretagne a également la responsabilité de faire l'Europe réussir ».

« Maintenant, tout d'un coup, l'Europe parle l'allemand », a déclaré M. Kauder.

« L'Allemagne et le Royaume-Uni vont au-devant de l'affrontement », a dit le directeur du centre européen de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, Jan Techau.

Trois jours après les remarques provocantes de V. Kauder, le *Telegraph*, de Grande-Bretagne, a publié un article en première page intitulé « Les plans secrets de l'Allemagne pour faire avorter un référendum britannique sur l'UE ». Citant une note divulguée du gouvernement allemand, Bruno Waterfield a révélé que l'Allemagne avait établi une stratégie afin d'empêcher le gouvernement britannique d'organiser un référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE. B. Waterfield a également révélé que la note « divulgue des plans radicaux pour un nouveau corps européen d'intrusion qui pourra reprendre les économies de pays assiégés de la zone euro » (18 novembre 2011).

Débordant de confiance après ce qu'elle avait accompli en Grèce et en Italie, l'Allemagne envoyait le message à la Grande-Bretagne qu'elle serait la suivante !

Pendant ce temps, l'Espagne, l'Irlande, la Belgique et même la France sont au bord du précipice financier—et seule l'Allemagne a la force économique pour les tirer en arrière.

Ne soyez pas naïf à propos de ce qui se passe là. *Berlin est en train de remodeler l'Europe en un édifice nettement germanique.*

« C'est le moment pour une étape décisive vers une nouvelle Europe », a déclaré la chancelière allemande, Angela Merkel, en novembre, lors d'une conférence à Berlin. Pour bien assurer qu'il n'y avait aucune ambiguïté quant à ce à quoi ressemblerait cette « nouvelle Europe », A. Merkel a déclaré que cela « signifiera plus d'Europe, pas moins d'Europe ».

Colonisation économique !

On ne peut pas exagérer la signification de ces événements. Nous « sommes témoins de… la colonisation économique de l'Europe, d'une manière furtive, par les Allemands », a écrit Simon Heffer dans le *Daily Mail*. Dans le passé, il aurait « fallu une invasion militaire pour renverser la direction d'une nation européenne. Aujourd'hui, cela peut être fait par une pression économique pure et simple », a-t-il écrit (8 novembre 2011).

Des déclarations aussi alarmantes deviennent de plus en plus communes. Dans un éditorial séparé, le *Daily Mail* a averti : « De plus en plus, il semble que nous sommes témoins de la mort de la démocratie et du droit des nations souveraines, à l'intérieur de la zone euro, à diriger leurs propres affaires » (ibid.). Après que l'Allemagne a conquis la Grèce et l'Italie, le politicien britannique et parlementaire européen, Nigel Farage, a fait un discours cinglant devant le Parlement européen dénonçant le programme, ouvertement antidémocratique, de l'UE dominée par les Allemands.

« *Nous vivons maintenant dans une Europe dominée par les Allemands*—quelque chose que le projet européen était, en fait, supposé arrêter—quelque chose que, pour l'empêcher, ceux qui sont passés avant nous ont payé, en fait, au prix fort *avec leur sang*. Je ne veux pas vivre dans une Europe dominée par les Allemands », a dit N. Farage à l'assemblée.

Les ambitions de l'Allemagne ont été claires, a écrit Peter Mullen dans le *Telegraph* : « Ce qui est envisagé dans l'esprit de Mme Angela Merkel, c'est une Europe unifiée, un super-État, dans lequel la plus puissante, et donc dominatrice, nation serait l'Allemagne ». Sa conclusion faisait encore plus froid dans le dos : « Il nous a été promis par les eurocrates une défense démocratique de tout le continent contre la dictature fasciste, mais ce vers quoi nous nous dirigeons à grande vitesse c'est précisément cette dictature ».

Après des décennies de ce projet en mouvement, les ambitions sans pitié des élites dirigeantes de l'UE sont finalement démasquées. Nous voyons que l'UE n'a aucun intérêt à protéger les droits des États européens et à défendre ceux des Européens. Plutôt, comme la *Trompette* l'a averti plusieurs fois, l'UE est une dynamique antidémocratique, menée par les Allemands, engagée dans une stratégie pour conquérir, puis pour subjuguer, les États souverains de l'Europe.

En fait, c'est tout cela et *beaucoup,* beaucoup plus !

Dans un article du 4 novembre, un des penseurs conservateurs les plus populaires en Grande-Bretagne, qui blogue sous le pseudonyme d'« Archevêque Cranmer », s'est approché de la vérité. Sous la conduite des Allemands, « l'Union européenne est au fond la recréation du vieil empire de Charlemagne », a-t-il écrit. L'UE aujourd'hui, a-t-il expliqué, a ramassé la cape de Charlemagne, tout comme Otton le Grand l'a fait, au 10ème siècle, puis les rois Habsbourg au Moyen Âge et ensuite Napoléon, au début du 19ème siècle.

Si vous connaissez votre histoire européenne, vous savez que c'est une comparaison terrifiante !

« L'esprit de Charlemagne couve toujours », a-t-il écrit. Il y a plus à venir, a-t-il averti, au moment où le « même destin s'abattra sur le Portugal, l'Italie et l'Espagne, car le puissant caractère fédéraliste de ce projet doit encore être apprécié ».

Qu'en est-il de vous ? Pouvez-vous apprécier ce dont nous sommes témoins ? Pendant que le monde fait une fixation sur les échanges de devise, sur les bons de placement et les paquets de subvention, sur l'effet de la crise financière de l'Europe sur les bourses mondiales et les fonds spéculatifs que voyez-vous en Europe ? Voyez-vous un continent qui est systématiquement conquis par une nation allemande revigorée et rendue plus forte ?

L'esprit de Charlemagne plane. Que vous le voyiez plus tard ou maintenant, c'est une question de vie et de mort. C'est très sérieux !